

**Union européenne - L'UE va créer
un cadre commun de certification
de cybersécurité et renforcer son
agence - Le Conseil arrête sa
position - Communiqué de presse du
Conseil de l'Union européenne**
(Bruxelles, 08 juin 2018)

L'UE va améliorer sa cyberrésilience en créant, à l'échelon européen, un cadre de certification de cybersécurité pour les produits, les services et les processus des technologies de l'information et de la communication (TIC). L'industrie pourrait utiliser le nouveau mécanisme pour certifier des produits tels que les voitures connectées et les dispositifs médicaux intelligents. Aujourd'hui, le Conseil a approuvé son orientation générale concernant cette proposition dénommée l'acte législatif sur la cybersécurité. Cette proposition renforcera en outre l'actuelle Agence de l'Union européenne chargée de la sécurité des réseaux et de l'information (ENISA) pour en faire un organe permanent, l'Agence de l'UE pour la cybersécurité.

Certification commune de cybersécurité

Le projet de règlement crée un mécanisme pour l'établissement de systèmes européens de certification de cybersécurité pour des processus, produits et services TIC spécifiques. Les certificats délivrés dans le cadre de ces systèmes seront valables dans tous les pays de l'UE, ce qui permettra aux utilisateurs de faire plus facilement confiance à la sécurité de ces technologies et aux entreprises de déployer leurs activités au-delà des frontières.

La certification sera facultative, sauf disposition contraire dans le droit de l'UE ou des Etats membres.

Les éléments couverts comprendraient par exemple la résilience cas de de perte ou d'altération de données, qu'elle soit accidentelle ou délibérée.

Il existera trois niveaux d'assurance différents: élémentaire, substantiel ou élevé. Au niveau élémentaire, les fabricants ou les fournisseurs de services pourront effectuer eux-mêmes l'évaluation de conformité.

Agence de l'UE pour la cybersécurité

Les nouvelles règles donneront à l'ENISA un mandat permanent et clarifieront son rôle en tant qu'agence de l'UE pour la cybersécurité. De nouvelles tâches vont incomber à l'ENISA pour

apporter un soutien aux Etats membres, aux institutions de l'UE et aux autres parties prenantes sur les questions de cybersécurité. L'Agence organisera des exercices réguliers de cybersécurité à l'échelle de l'UE et soutiendra et promouvra la politique de l'UE en matière de certification de la cybersécurité. Le premier acte législatif de l'UE sur la cybersécurité, à savoir la directive concernant la sécurité des réseaux et des systèmes d'information adoptée en 2016, prévoyait déjà que l'ENISA jouerait un rôle central à l'appui de sa mise en oeuvre.

Le mandat prévoit aussi un réseau d'agents de liaison nationaux afin de faciliter l'échange d'informations entre l'ENISA et les Etats membres.

Comment le texte acquerra-t-il force de loi?

Le texte approuvé aujourd'hui constitue la position du Conseil en vue des négociations avec le Parlement européen. Le Conseil et le Parlement européen doivent tous deux marquer leur accord sur le texte final avant qu'il puisse entrer en vigueur./.